



Le 20/06/2019

Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT 93,

Les mobilisations contre la loi sur l'École de la confiance du ministre Jean-Michel Blanquer se poursuivent avec les appels au boycott des surveillances et corrections d'examens. Le mot d'ordre est toujours celui du retrait de la loi Blanquer, sur la réforme du lycée et du baccalauréat ainsi que le retrait de la réforme de la Fonction publique qui s'attaque au statut de fonctionnaire en développant encore davantage la précarité. Les personnels mobilisés depuis plusieurs mois ont déjà obtenu des reculs sur les EPSF, la transformation du statut des directeur(trice)s d'école.

Notre département, la Seine Saint Denis, le plus touché par la précarisation des personnels, mais aussi par celle de notre public, a besoin au contraire d'un plan d'urgence pour permettre le recrutement et la formation de personnels pérennes et stables avec des créations de postes, une amélioration des conditions de travail qui seule permettra de donner non seulement aux élèves une éducation de qualité, mais aussi d'assurer l'égalité de traitement entre les élèves de tout le territoire, qui perdent actuellement l'équivalent d'une année de cours dans leur scolarité, du fait des absences non remplacées. Nous demandons le rétablissement d'un vivier de remplaçant-es titulaires et formé-es, sur des absences longues ou courtes.

Au contraire, la mise en place de la deuxième heure supplémentaire imposable, l'augmentation générale du taux d'heures supplémentaires dans les établissements du second degré participent à la dégradation des conditions de travail : moins d'adultes devant les élèves, moins de temps pour effectuer correctement son travail, surcharge de travail, épuisement professionnel...

Le nombre de collègues en souffrance du fait d'une surcharge de travail, d'un manque de moyens, ou de relations au travail dégradées par des abus d'autorité, augmente, et remonte par un CHSCT aux moyens limités (un seul pour le département).

La CGT EducAction soutient et participe aux mobilisations des personnels de l'Éducation Nationale contre une école inégalitaire, une école du tri social. Elle s'oppose également aux mesures disciplinaires visant les collègues qui ont exprimé leurs critiques et leur opposition aux réformes autoritaires du ministre Jean-Michel Blanquer.

Marisa Chauche Soumaré

Pour la CGT Education

